

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article1994>



# Situation au Brésil : Déclaration de JEUNESSE REVOLUTION dans le combat pour la réduction des tarifs des transports

Date de mise en ligne lundi 24 juin 2013



- Actualité -

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

## Dans tout le pays : unité et démocratie pour la baisse des prix des transports publics !

Des milliers de jeunes sont sortis dans les rues ces derniers jours, manifestant dans plusieurs villes. Cette vague met en avant une question : les jeunes ne supportent plus la situation des transports publics, d'exécrable qualité, chers précaires et remis entre les mains des mafias des patrons qui cherchent à augmenter leurs bénéfices sur le dos de la population. C'est pourquoi ils exigent la réduction immédiate des tarifs.

Cela prouve que la jeunesse veut combattre pour son droit à un avenir digne. **Jeunesse Révolution**, organisation qui combat pour la défense des droits des jeunes, fait partie de ce combat.

Lors de la manifestation à São Paulo [13 juin, NdT], des milliers de jeunes ont été brutalement réprimés par la PM à la demande du gouverneur Geraldo Alckmim [PSDB, parti de l'ancien président F.H.Cardoso, NdT], ils ont été nombreux à être arrêtés sans acte d'accusation. Cela a provoqué l'indignation de la jeunesse dans tout le pays, qui rejette la violence de la Police militaire, militarisée par décret sous la dictature, en 1969, et dont l'action violente à São Paulo et dans d'autres Etats a montré son modus operandi : elle fait de même dans les banlieues, assassinant les jeunes noirs, démontrant l'urgente nécessité de la démilitariser.

Maintenant, ce sont des dizaines de villes où des manifestations sont prévues, ainsi qu'une journée nationale de lutte jeudi prochain.

Nous disons : Haddad [le maire de São Paulo, membre du Parti des Travailleurs, NdT], qui a été élu pour balayer de la mairie la truculence de Kassab [l'ancien Maire, NdT], doit répondre immédiatement au mouvement.

Dans toutes les villes, il faut obliger les maires et gouverneurs - à quelque parti qu'ils appartiennent - à réduire les tarifs du transport, comme cela a déjà été provisoirement fait après les manifestations de Porto Alegre, Goiania et dans d'autres villes. Et si les maires et les gouverneurs disent qu'ils n'en ont pas les moyens, Dilma Rousseff, [Président de la République, NdT] doit proposer un plan national d'urgence pour la réduction des tarifs.

En ce moment, la plus large unité de la jeunesse est nécessaire. Cette unité doit se construire avec tous les jeunes et leurs associations et organisations de tous types, même politiques et les partis, qui soutiennent la revendication de la réduction des tarifs, la question centrale des manifestations.

Il faut avancer dans l'auto-organisation des manifestations. Il est urgent de constituer dans chaque ville, à commencer par São Paulo, des assemblées générales et des comités des associations et organisations de jeunesse, où les syndicats des étudiants et les syndicats des lycéens, les Diretórios Centrais de Estudantes-DCEs, União Estadual de Estudantes-UEE, União Nacional de Estudantes-UNE [syndicats d'étudiants au niveau de chaque université, de chaque Etat et au niveau national, respectivement, NdT], União Brasileira de Estudantes Secundaristas-UBES [syndicat national des lycéens, NdT], organisations politiques de jeunes et mouvements comme le Movimento Passe Livre-MPL, et aussi de groupes de hip-hop, pastoraux de la jeunesse etc., puissent, ensemble, définir démocratiquement l'organisation et la direction des manifestations.

Aucune direction autoproclamée, comme le MPL, ni désignée par les autorités, ne peut se substituer au mouvement. Les manifestations doivent être organisées. La meilleure défense du mouvement contre les éléments incontrôlés et

les provocateurs policiers est l'auto-organisation qui garantit la sécurité, au lieu de collaborer avec la police en leur remettant des vidéos, comme l'a indiqué la presse (OESP, 16/06).

Un combat pour la réduction immédiate des tarifs commence. Il doit se poursuivre, pour que nous conquérions le Passe Libre Etudiant [carte de libre circulation gratuite pour les collégiens et étudiants, NdT], et la nationalisation du transport public.

L'heure est donc à la plus large unité et à l'organisation pour obtenir la victoire !

A bas la répression ! Fin des arrestations !

Réduction immédiate du prix des transports publics !

Passe Libre Etudiant tout de suite !

Démilitarisation de la PM !

17.06.2013,

Samedi 15 juin 2013 - Genève Conseil National de Jeunesse Révolution

GRECE

Huit jours qui ont ébranlé le gouvernement Samaras

Correspondants

Antonis Samaras, le chef du gouvernement grec, vient d'être contraint, par décision du Conseil d'Etat, d'annuler sa décision de fermer les radios et télévisions publiques de l'ERT. Une reculade qui souligne le degré atteint par la crise politique au sommet de l'Etat, et qui offre un sursis aux travailleurs d'ERT et au peuple grec, mobilisés depuis plus d'une semaine, exigeant la réouverture immédiate d'ERT. Revenons sur les huit jours qui ont ébranlé le gouvernement Samaras.

La troïka arrive.

Le 11 juin, au lendemain de l'arrivée à Athènes d'une délégation de la troïka (le FMI, la Commission européenne et la Banque centrale européenne), qui est venue pour « évaluer l'avancée des réformes dans le secteur public qui ont pris du retard », le gouvernement grec annonce sous la signature du Premier ministre, Antonis Samaras, membre du parti de droite Nouvelle Démocratie la liquidation du groupe de radios et télévisions publiques ERT.

Le soir même, à 23 heures, la police ferme le principal émetteur. Les programmes s'arrêtent immédiatement. Les 2 700 salariés du groupe sont licenciés.

Les deux autres partis de la coalition gouvernementale, dont le parti « socialiste » Pasok, ont, en paroles, désapprouvé cette décision prise par Samaras, plaidant pour une « solution alternative » : une ERT maintenue, mais « profondément restructurée ». Une solution de repli envisagée trois jours plus tard par Samaras lui-même : « Engager un petit nombre d'employés afin que la diffusion de programmes d'information puisse reprendre. »

En réalité, ils sont tous d'accord, car, en liquidant ERT, le gouvernement Samaras n'a fait que mettre en oeuvre un projet du gouvernement de Papandréou (Pasok) en 2011, qu'il n'avait pu appliquer en raison de la résistance des organisations syndicales. Ce qui inquiète les dirigeants du Pasok, dans cette décision prise unilatéralement, c'est l'explosion sociale qu'elle risque de provoquer. Ainsi, le 12 juin, Vénizélos (Pasok) s'alarme d'une « ambiance de crise politique », appelant Samaras à « sauvegarder l'unité et l'avenir du gouvernement tripartite. »

Vague d'indignation dans la population

Vénizélos a raison de s'inquiéter. Dès l'annonce de la décision, dans la journée du 11 juin, une vague d'indignation s'est emparée du peuple grec. Et lorsque la police a coupé l'émetteur, à 23 heures, l'indignation s'est transformée en révolte. Les salariés d'ERT, avec leur syndicat, ont occupé leurs locaux, tout particulièrement le siège central d'ERT dans la périphérie d'Athènes. Résumant le sentiment général, une journaliste déclarait : « Le principal but des salariés d'ERT est de garder la chaîne de télévision ouverte, car il s'agit d'une propriété publique qui appartient au peuple et pas au gouvernement. » A Athènes, c'est par centaines, puis par milliers que les travailleurs ont convergé dès la fin de la journée au siège d'ERT. Un mouvement largement spontané, qui se poursuit le lendemain dans des centaines de rassemblements à travers toute la Grèce. Dans l'un d'eux, un journaliste prend la parole et déclare : « Samaras est notre Erdogan et il nous faut notre place Taksim. » ERT a brusquement concentré le rejet des mémorandums de la troïka. Cette révolte spontanée a contraint les dirigeants des principales organisations politiques et syndicales à se prononcer. Dès le 11 au soir, le porte-parole de Syriza, Alexis Tsipras, est venu devant les locaux d'ERT apporter son soutien aux salariés et dénoncer « un coup d'Etat du gouvernement Samaras ».

Cependant, le lendemain 12 juin, Syriza, premier groupe parlementaire d'opposition, avait la possibilité de déposer une motion de censure contre le gouvernement, motion de censure qui aurait pu entraîner le Pasok et Dimar, et faire chuter Samaras.

Au plan syndical, les directions confédérales de GSEE et d'ADEDY lancent, le 12 juin, un appel commun à la grève générale pour le 13 juin. Grève suivie dans de nombreux secteurs, avec manifestations massives. Un tel appel à la grève interprofessionnelle, aussi limité soit-il, voit les travailleurs avec leurs organisations occuper à nouveau le devant de la scène. En effet, dans les derniers six mois, les principaux mouvements de grève ont été brisés par le gouvernement Samaras qui a utilisé la réquisition : en janvier contre les travailleurs du métro, après huit jours de grève ; en février contre les marins, et, il y a tout juste un mois, contre les enseignants, avant même que la grève n'ait lieu. Et cela, sans provoquer de réactions des directions confédérales ! Cependant, le 13 juin au soir, chacun peut constater que, de nouveau, vingt-quatre heures de grève n'ont pas suffi à faire reculer le gouvernement. Ce qui amène des militants, à tous les niveaux, à s'interroger. Ainsi, Nikos Fotopoulos, président de GENOP-DEH (électriciens), déclare à la réunion extraordinaire du comité exécutif de la GSEE, le 13 juin, que « non seulement par solidarité avec nos collègues de l'ERT, mais pour tous ceux qui souffrent depuis trois ans des plans de la troïka, la direction de GSEE doit se prononcer pour la grève générale illimitée jusqu'à la chute de ce gouvernement ».